

Béthune Plusieurs centres des finances publiques de l'arrondissement sur la sellette

Ce mardi, une heure de mobilisation massive a été observée devant le centre des finances publiques de Béthune. En cause : un projet de restructuration qui aurait des conséquences sur l'activité de trésoreries et des centres de proximité.

Benoît Fauconnier | 19/03/2019



Durant une heure, ce mardi, les agents ont exprimé leurs inquiétudes devant le bâtiment des Finances publiques de Béthune.

Impossible d'être accueilli avant 9 h 25 ce mardi au centre des finances publiques de Béthune. De nombreux agents et autres fonctionnaires sur les 150 que compte l'établissement étaient devant le bâtiment. **Ils ont manifesté pendant une heure leur inquiétude.** « Il y a un projet de restructuration dans le département, sans aucune discussion avec les organisations syndicales. Même les cadres ne sont pas associés », déplore Vincent Perasse, délégué syndical CGT. Visés, le directeur départemental des finances publiques, et « un projet en solo ». Ce projet, « pas finalisé », les organisations syndicales l'ont eu en mains. « Une fois qu'il sera finalisé, on ne pourra plus y toucher. On est conscients qu'une fois le projet abouti, on ne pourra discuter que sur des miettes », observent quatre délégués représentant la CGT, Solidaires, FO et la CFTC.

Les centres de Douvrin, Auchel, Saint-Venant, Beuvry, Hersin et Laventie menacés

Selon les syndicalistes, le projet « Géographie revisitée » envisagerait la suppression de 43 trésoreries, remplacées par 10 « back-offices » : « le début de la fin de l'accueil physique », craint Vincent Perasse. La direction générale des Finances publiques conserverait des implantations dans onze communes du Pas-de-Calais. Dans l'arrondissement, les centres des Finances publiques dits « de proximité » de Saint-Venant, Auchel, Douvrin, Hersin-Coupigny, Beuvry et Laventie seraient supprimés. En revanche, des équipes de renfort assureraient des permanences dans des mairies ou des maisons de services publics. Une organisation à laquelle les syndicalistes béthunois ne croient pas.

« Ils ont dépouillé les services. Dans ces trésoreries de proximité, ils ont créé la souffrance pour que des agents demandent à en partir », juge Vincent Perasse. Sandrine Buquet, déléguée Solidaires Finances publiques, raconte : « un agent me disait : « Ils ont fait ça comme si on était du bétail. » » Pour Florence Deon (CFTC), Michael Millot (FO) et leurs deux collègues, la dématérialisation et la réduction des accueils physiques a ses limites. « On a une mission de lien social. La suppression des trésoreries, ça va créer encore plus de fracture sociale. Ce sont les gens qui n'ont pas beaucoup de moyens qui ont besoin de nous. On touche à l'équité sociale et à l'équité fiscale », considère Vincent Perasse.

Si, à 9 h 30, tous les manifestants avaient regagné les locaux, les nombreuses affiches fixées sur les vitres de leurs voitures, sur le parking, toute la journée, en disaient long sur leurs inquiétudes.